COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DOCUMENTATION

FLASH NEWS
6/19

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

APERÇU DU 18/03 AU 12/04/2019

EL / O.S.A ET AUTRES c. GRÈCE

Droit à la liberté et à la sûreté - Centre d'accueil pour migrants - Possibilité de former un recours contre une mesure de détention

Violation de l'article 5 § 4 (droit de faire statuer à bref délai sur la légalité de sa détention) de la CEDH.
Non-violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) de la CEDH.

À la suite de leur arrivée sur l'île de Chios (Grèce), le lendemain de l'entrée en vigueur de la « Déclaration UE-Turquie », les requérants, des ressortissants afghans, avaient été arrêtés et placés en détention, en vue de leur expulsion. Ils se plaignaient de l'impossibilité d'obtenir une décision judiciaire sur la légalité de cette détention, ainsi que de ne pas avoir reçu d'informations, dans une langue qu'ils comprenaient, sur les raisons de cette détention et sur la possibilité d'introduire d'un recours. En outre, ils invoquaient l'illégalité des conditions de leur détention.

Arrêt du 21.03.2019 (requête n° 39065/16) (FR)
Communiqué de presse (FR / EN)

MT / ABOYA BOA JEAN c. MALTE

Droit à la liberté et à la sûreté - Rétention d'un demandeur d'asile - Recours contre cette mesure

Non-violation des articles 5 § 1 (droit à la liberté et à la sûreté) et 5 § 4 (droit de faire statuer à bref délai sur la légalité de sa détention) de la CEDH.

Le requérant, un ressortissant ivoirien, avait informé les autorités maltaises, à son arrivée sur le territoire, qu'il avait obtenu le statut de réfugié en Arménie et qu'il souhaitait introduire une demande d'asile à Malte. Il avait alors été placé en rétention, au motif qu'il risquait de s'enfuir avant l'examen de sa demande. Le requérant alléguait que cette rétention avait été illégale et arbitraire. Il soutenait également que le recours qui lui avait permis de contester cette mesure de rétention n'avait pas été effectif et qu'il n'avait pas été traité dans de brefs délais.

Arrêt du 02.04.2019 (requête n° 62676/16) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)

RU / V.D. ET AUTRES c. RUSSIE

Droit au respect de la vie privée et familiale - Retour d'un enfant auprès de ses parents - Droit de visite de la famille d'accueil

Non-violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) de la CEDH à raison de la décision de retirer un enfant à sa mère d'accueil et de le renvoyer auprès de ses parents biologiques.
Violation de l'article 8 de la CEDH à raison de la décision de priver la famille d'accueil d'un droit de visite à l'égard de l'enfant.

La première requérante, une ressortissante russe, avait été la tutrice, pendant neuf ans, d'un enfant gravement malade et dont les parents avaient déclaré ne pas être en mesure de s'en occuper. Elle était aussi la tutrice de sept autres enfants, les autres requérants dans cette affaire, qui avaient noué des liens étroits avec l'enfant concerné. À la suite de la stabilisation de l'état de santé de celui-ci, ses parents avaient demandé son retour auprès d'eux. Les requérants se plaignaient, notamment, des décisions des tribunaux faisant droit à cette demande et les privant d'un droit de visite à l'égard de l'enfant.

Arrêt du 09.04.2019 (requête n° 72931/10) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)



DE / HARISCH c. ALLEMAGNE

Droit à un procès équitable - Refus de saisir la Cour de justice d'un renvoi préjudiciel

Non-violation de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la CEDH.

Dans le cadre d'une procédure civile, le requérant, un ressortissant allemand, avait demandé à la cour d'appel de former un renvoi préjudiciel devant la Cour. La cour d'appel l'avait débouté, livrant un raisonnement détaillé sur les raisons pour lesquelles la jurisprudence de la Cour ne corroborait pas l'avis juridique de l'intéressé. Par ailleurs, elle avait refusé d'autoriser la formation d'un pourvoi en cassation. Le requérant avait ensuite contesté cette décision et réitéré sa demande de renvoi. La Cour fédérale de justice avait écarté son action, en indiquant seulement, et brièvement, les raisons pour lesquelles elle n'autorisait pas le pourvoi en cassation. Le requérant se plaignait de ces refus de procéder à un renvoi préjudiciel et de leur insuffisance de motivation.

Arrêt du 11.04.2019 (requête n° 50053/16) (EN)
Communiqué de presse (FR / EN)

AUTRES INFORMATIONS

Annonce d'une audience de Grande Chambre

Le 24 avril 2019, la Grande Chambre de la Cour EDH tiendra l'audience dans l'affaire M.N. et autres c. Belgique (requête n° 3599/18). Dans cette affaire, un couple de ressortissants syriens et leurs deux enfants s'étaient vus refuser des visas de court séjour, qu'ils avaient sollicités auprès de l'ambassade de Belgique à Beyrouth (Liban), en vue de demander l'asile en Belgique. Le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) a suspendu en extrême urgence cette décision de refus et a enjoint à l'État de délivrer aux requérants un laissez-passer ou un visa valable 3 mois afin de sauvegarder leurs intérêts.

Invoquant l'article 1er (obligation de respecter les droits de l'homme) de la CEDH, ainsi que les articles 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants), 6 § 1 (droit à un procès équitable) et 13 (droit à un recours effectif), les requérants se plaignent du refus des autorités belges d'exécuter les mesures ordonnées par le CCE.

Onze États, dont 10 États membres de l'Union, ainsi que plusieurs ONG, ont été autorisés à intervenir dans la procédure devant la Cour EDH.

Communiqué de presse (FR / EN)

AVIS CONSULTATIF EN VERTU DU PROTOCOLE Nº 16 À LA CEDH

Droit au respect de la vie privée et familiale - Établissement du lien de filiation d'un enfant né à l'étranger par gestation pour autrui avec la mère d'intention

Dans le premier avis rendu en vertu du Protocole n° 16 à la CEDH, la Cour EDH a retenu que dans la situation dans laquelle, comme dans l'hypothèse formulée dans les questions de la Cour de cassation française, un enfant est né à l'étranger par gestation pour autrui et est issu des gamètes du père d'intention et d'une tierce donneuse, et où le lien de filiation entre l'enfant et le père d'intention a été reconnu en droit interne :

1. le droit au respect de la vie privée de l'enfant, au sens de l'article 8 de la CEDH, requiert que le droit interne offre une possibilité de reconnaissance d'un lien de filiation entre cet enfant et la mère d'intention, désignée dans l'acte de naissance légalement établi à l'étranger comme étant la « mère légale » ;

2. le droit au respect de la vie privée de l'enfant, au sens de l'article 8 de la CEDH, ne requiert pas que cette reconnaissance se fasse par la transcription sur les registres de l'état civil de l'acte de naissance légalement établi à l'étranger. Elle peut se faire par une autre voie, telle que l'adoption de l'enfant par la mère d'intention, à la condition que les modalités prévues par le droit interne garantissent l'effectivité et la célérité de sa mise en œuvre, conformément à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Avis du 10.04.2019 (demande n° P16-2018-001) (FR / EN)
Communiqué de presse (FR / EN)
Voir également Flash News CEDH n° 16/18.